

Comprendre la crise*

Michel Volle†

31 janvier 2009

La crise actuelle stupéfie les esprits. « Personne n’y comprend rien », a-t-on entendu dire à Davos (Lemaître, [6]), « on ne sait pas quelle politique recommander », « on ne voit pas où l’on va ».

Il faut, à l’évidence, sauver le système bancaire sinon tout s’effondre. Mais quand on l’aura sauvé, que faudra-t-il en faire ? Il faudra changer les règles du jeu. Mais comment définira-t-on les nouvelles règles ? La politique économique ne sera plus la même : l’intégrisme libéral, qui avait prévalu depuis 1989, est déconsidéré. Mais la planification à la soviétique l’est aussi et l’on sent bien qu’il ne suffira pas, pour s’en sortir, de définir une cote mal taillée entre ces deux démarches polaires.

Ils disent « Attention ! après cette crise financière viendra une crise économique ». Mais ne doit-on pas plutôt voir dans la crise financière un épisode de la crise économique que cause *l’inadéquation de nos comportements* (investissement, consommation) en regard de la structure du système productif, qui a été transformée par l’informatique ?

Cet écart, les financiers se seraient efforcés de le masquer par des artifices de plus en plus acrobatiques jusqu’à ce que la crise se manifeste enfin, inévitablement.

* *

On qualifie de « keynésienne » la politique qui consiste à utiliser le budget de l’État pour relancer l’économie lorsque la demande des ménages et des entreprises ne suffit pas à équilibrer l’offre. C’est ce que font les « plans de relance » et c’est bien en effet ce que Keynes (1883-1946) avait conseillé de faire dans sa *Théorie générale* (Keynes, [5]).

Mais peut-on limiter la pensée de Keynes à cette recommandation ? S’il vivait aujourd’hui, la formulerait-il encore ?

Pour comprendre la crise, il faut bien comprendre Keynes. Lorsqu’il écrit la *Théorie générale* l’économie des pays industriels est bloquée par la faiblesse de la demande. Les économistes ne parviennent pas à comprendre ce qui se passe : une

* Source : <http://www.volle.com/travaux/keynes.pdf>

† ©Michel Volle 2009, GNU Free Documentation License,
<http://www.fsf.org/copyleft/fdl.txt>

interprétation erronée de la loi de Say les a convaincus que l'offre rencontre toujours, en face d'elle, une demande prête à accueillir ses produits. Plus profondément, la conjonction paradoxale du sous-emploi et de la pénurie les déconcerte.

Pour expliquer cette « pauvreté dans l'abondance », Keynes introduit dans la théorie une chose dont celle-ci ne s'était pas souciée jusqu'alors : *l'incertitude* qui est inhérente au futur. Il explique ainsi la demande de monnaie, les erreurs d'anticipation et aussi le déséquilibre qui résulte, dans l'économie d'aujourd'hui, de l'anticipation d'une économie future.

En effet les anticipations étaient dans les années 1930 excessivement pessimistes en regard des possibilités du système productif. Les entreprises ne percevaient pas le potentiel de productivité, d'efficacité, que possédait une industrie qui, pendant la guerre de 14-18, avait progressé sous la pression de la nécessité. Les consommateurs avaient gardé les habitudes d'épargne qui conviennent à une économie principalement agricole et donc soumise aux aléas climatiques : ils ne s'étaient pas adaptés à l'économie industrielle, moins aléatoire.

L'économie étant bloquée par ce pessimisme, il ne restait pas d'autre ressource que l'intervention de l'État pour la débloquer.

* *

Les économistes s'étaient habitués à postuler la rationalité des agents, y compris de leurs anticipations. Cet axiome évidemment irréaliste leur avait permis de bâtir une théorie puissante et élégante à laquelle il tenaient beaucoup. Keynes les a scandalisés en le rejetant, et aussi parce qu'il préconisait une intervention de l'État que ces économistes, presque tous libéraux, refusaient par principe.

Il faut dire que le livre de Keynes, assemblage de développements disparates, était (et reste) d'une lecture difficile. C'est le travers sans doute inévitable de tous les créateurs en économie : lors de sa naissance, la théorie nouvelle n'a pas encore la clarté que lui apporteront les pédagogues. La clarification de la théorie de Keynes a été amorcée par John Hicks (1904-1989) (Hicks, [3]).

Si l'on veut comprendre Keynes il faut dépasser sa recommandation (relancer l'économie en puisant dans le budget de l'État) pour remonter aux sources de son raisonnement : il s'agit de réfuter la rationalité des agents, spécialement lorsque les habitudes acquises dans l'économie antérieure ne correspondent plus aux conditions nouvelles ; puis expliquer par des erreurs d'anticipation le déséquilibre qui bloque l'économie.

Une telle explication, notons-le, est plus profonde que celle qui voit, dans la crise boursière et financière de 1929, l'origine de la crise économique des années 1930. C'est en amont, dans l'irrationalité des agents, dans leur adhésion aux habitudes acquises dans un système économique révolu, qu'il faut chercher la cause de la crise financière qui n'est qu'une manifestation parmi d'autres de la crise économique.

* *

Supposons que Keynes soit parmi nous et qu'il examine l'économie contemporaine. Que verrait-il, que dirait-il?

Il verrait une économie aussi déséquilibrée que celle des années 1930, des erreurs d'anticipation, l'inadéquation des comportements des consommateurs et des entreprises. Mais il se les expliquerait autrement.

Le déséquilibre actuel n'est pas provoqué, comme il l'était alors, par la persistance dans une économie industrialisée de comportements, de valeurs, d'un pessimisme hérités d'une économie dominée par l'agriculture. Il n'est pas provoqué par une sous-estimation du potentiel productif de l'industrie.

L'erreur qui domine aujourd'hui, qui bloque l'économie, c'est l'adhésion à des valeurs, des comportements, des lois d'anticipation qui correspondaient au système productif industrialisé mais ne correspondent pas au système productif informatisé et automatisé.

Celui-ci s'est mis en place à partir de 1975 et cela a tout transformé : la structure de l'emploi, la fonction de production, le fonctionnement des marchés, la nature des produits (Volle, [7]).

Ces derniers sont devenus des assemblages de biens et de services élaborés par des entreprises travaillant en partenariat. La part des dépenses de conception dans le coût de production est devenue majoritaire, ce qui a entraîné la montée du risque vers les extrêmes - et aussi la mondialisation, car pour rentabiliser la conception il faut un marché aussi large que possible. La mondialisation, le risque, la puissance des outils informatiques ont suscité enfin une *prédation* (Volle, [10]) qui ramène cette économie, si moderne, vers une forme nouvelle de féodalité.

* *

L'informatique, les réseaux sont pour beaucoup dans le développement de l'ingénierie financière à partir des années 1970 : ils l'ont affranchie des contraintes de la géographie, ils lui ont fourni des outils puissants. Mais la simplicité que procure l'automate a masqué la complexité des opérations, procuré un sentiment trompeur de sécurité et incité les banques à prendre des risques extrêmes. « *The Wall Street titans loved swaps and derivatives because they were totally unregulated by humans. That left nobody but the machines in charge* » (Dooling¹ [2]).

Si la cause immédiate de la crise financière réside dans le comportement des financiers, sa *cause matérielle* réside dans l'informatisation de la finance car elle a rendu ce comportement *inévitabile* : en effet si le risque était (apparemment) supprimé, rien ne devait freiner la course au rendement. Mais alors le risque (réel) ne pouvait que croître ainsi que la probabilité d'une catastrophe et celle-ci serait systémique, globale, en raison de la solidarité qui lie les organismes financiers une fois la géographie supprimée et le marché unifié (Volle, [11]).

* *

1. Dans la même veine, on peut lire aussi Dodson, [1], et Holmes, [4].

Mais si les banques ont commis de telles erreurs alors qu'elles étaient les mieux informatisées, que dire des autres entreprises ?

C'est le système d'information qui, dans l'entreprise contemporaine, assure la cohésion des biens et des services que le produit assemble ainsi que l'interopérabilité (comme on dit) des partenaires. Or les SI sont généralement de mauvaise qualité. La supervision de l'automate et l'animation du travail humain sont rarement à la hauteur. La plupart des entreprises se soucient peu de la solidité de leur socle sémantique, de l'exactitude des codages, de la pertinence des indicateurs.

Beaucoup d'entre elles refusent encore de mettre en place des workflows, une administration des données, une animation de la messagerie et, plus généralement, du « bon usage » du SI. Nombreuses aussi sont celles qui répugnent à déployer les services avant- et après-vente pourtant nécessaires pour conforter la qualité de leurs produits.

Ces travers s'expliquent par la persistance, dans les échelles de valeur, du modèle de production fondé sur la mécanique et la chimie et dont les produits sont des biens que l'on peut voir et soupeser. En regard de ce modèle l'informatique n'est qu'un outil de plus dont on attend un gain de productivité et une réduction du coût de production, et par ailleurs produire des services semble un gaspillage. Toute réflexion qui s'écarte de ce modèle semble « intellectuelle » et ceux qui croient « pragmatique » de cultiver des habitudes entendent ce qualificatif de façon péjorative.

Si les entreprises n'ont pas adapté leurs produits, leurs processus de production, leur organisation, leur positionnement aux exigences du système productif informatisé qui se déploie depuis les années 1970, il n'est pas surprenant que l'économie soit en crise. Il n'est pas surprenant non plus que cette crise explose dans la finance, où se condensent la gestion des risques et la sanction des anticipations.

* *

Mais qu'en est-il du côté des consommateurs ?

Quand le coût de production réside (pratiquement) tout entier dans la phase de conception antérieure à la production en volume, le coût marginal est (pratiquement) nul. La valeur se détachant du volume, la satisfaction se détache de la quantité pour adhérer à la qualité. Le consommateur le plus satisfait n'est pas celui qui consomme le plus en volume mais celui qui, accédant à la plus grande diversité de produits, a la plus grande probabilité d'y trouver la « variété » dont la qualité répond à son besoin.

Ainsi le consommateur qui répond aux exigences, aux possibilités de l'économie contemporaine accorde plus d'importance à la qualité qu'à la quantité de ce qu'il consomme. L'émergence, relativement nouvelle, d'un « besoin d'environnement » est un des signes qui révèlent son arrivée ; l'exigence, plus récente encore, d'une traçabilité des produits en est un autre (Volle, [8]).

Mais nous sommes encore loin de cette économie de la qualité : il suffit, pour s'en convaincre, d'observer le contenu des *caddies* que poussent, dans les supermarchés,

tant de personnes au tour de taille manifestement excessif.

* *

Ainsi notre économie connaît, comme celle des années 1930, une crise d'inadéquation des comportements des entreprises comme des consommateurs aux possibilités et aux risques du système productif. Il s'agissait alors d'une économie industrielle parvenue au sommet de son efficacité; il s'agit aujourd'hui de l'économie informatisée, automatisée. Cette inadéquation bloque l'économie dans un déséquilibre inefficace.

Pour la débloquent il faut encourager les entreprises (et les autres institutions) à s'informatiser intelligemment, inciter les consommateurs à consommer intelligemment (voir Une ressource naturelle inépuisable). Pour cela, il faut faire en sorte que les possibilités et les risques qu'apporte l'informatisation soient mieux perçus.

* *

Il faudra un nouveau Keynes pour explorer cette économie et nous donner la clé du déblocage. La tâche est rude car il s'agit de transformer la science économique de façon plus radicale encore que dans les années 1930. Il fallait alors s'adapter à une économie industrielle: même si Keynes a bousculé les habitudes des économistes il ne sortait pas du cadre pour lequel la science économique a été conçue au XVIII^e siècle avec et pour l'industrialisation.

L'économie qui se déploie avec l'informatisation requiert un renouvellement de la science économique et suppose un retour à l'énergie créatrice de ses fondateurs.

Je tente d'ouvrir la voie à ce nouveau Keynes, de fournir des éléments pour une nouvelle Théorie générale. Les hasards de la carrière m'ont en effet dans les années 1980 placé au CNET², centre de recherche où l'on mettait au point les techniques qui ont par la suite connu tant de succès. Cela m'a permis de voir, plus tôt que d'autres sans doute, la direction que prenait l'économie. J'ai tenté de comprendre et d'expliquer, j'ai écrit et publié.

Mais aujourd'hui j'enrage. Car enfin si « personne n'y comprend rien », si « on ne sait pas quelle politique recommander », si « on ne voit pas où l'on va », c'est que l'on n'a pas su percevoir ce que l'on avait sous le nez et que j'ai décrit à longueur de livres ([7], [9], [10]).

Je ne prétends pas que mes analyses soient sans défaut ni qu'elles soient complètes. Mais au moins elles proposent une explication, elles recommandent une politique, elles indiquent une orientation. Si l'on était véritablement sérieux, on devrait les discuter.

Or rien. Les médias nous assomment de leurs perplexités. Je soupçonne les économistes de ne voir dans l'informatique qu'une technique ancillaire: alors bien sûr ils refusent d'y regarder de plus près, tout comme les physiocrates avaient refusé de considérer l'industrie. Et tandis qu'ils tournent en rond dans leurs modèles elle

2. Centre National d'Études des Télécommunications.

transforme le monde, tout comme l'industrie l'a transformé en son temps.

* * *

RÉFÉRENCES

- [1] Sean Dodson. Was software responsible for the financial crisis? *The Guardian*, 16 octobre 2008.
- [2] Richard Dooling. The rise of the machine. *The New York Times*, 12 octobre 2008.
- [3] John Hicks. Mr Keynes and the 'classics': a suggested interpretation. *Econometrica*, 1937.
- [4] Neville Holmes. The credit crunch and the digital bite. *Computer*, janvier 2009.
- [5] John Maynard Keynes. *The General Theory of Employment, Interest and Money*. Palgrave Macmillan, 1936.
- [6] Frédéric Lemaître. Le forum de Davos en plein brouillard. *Le Monde*, 27 janvier 2009.
- [7] Michel Volle. *e-économie*. Economica, 2000.
www.volle.com/ouvrages/e-conomie/table.htm
- [8] Michel Volle. Pour une économie de la qualité. *www.volle.com*, juillet 2005.
www.volle.com/travaux/qualite.htm
- [9] Michel Volle. *De l'Informatique: savoir vivre avec l'automate*. Economica, 2006.
www.volle.com/ouvrages/informatique/informatique1.pdf
- [10] Michel Volle. *Prédation et prédateurs*. Economica, 2008.
www.volle.com/ouvrages/predation/predation.pdf
- [11] Michel Volle. Quelques considérations sur la crise. *www.volle.com*, septembre 2008.
www.volle.com/travaux/crise.htm